REPUBLIQUE FRANCAISE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DEPARTEMENT DES YVELINES

ARRONDISSEMENT DE VERSAILLES

COMMUNE DE TRAPPES

Nombre de conseillers en exercice : 39

Nombre de présents : 28

Nombre de votants : 36

N'a pas pris part au vote : 0

Réf: 2025-90

Objet : Mise en place de l'accueil de jeunes en service civique au sein de la ville de Trannes

Séance du 13 octobre 2025

L'an deux mille vingt cinq, le treize octobre, à 18h00 le Conseil municipal de Trappes, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Ali RABEH,

Présidence :

Monsieur le Maire Ali RABEH

Présents: Ali RABEH, Sandrine GRANDGAMBE, Djamel ARICHI, Noura DALI, Pierre BASDEVANT, Alienor EBLING, Aurélien PERROT, Jarina SAMAD, Marc LE FOLGOC, Frederic REBOUL, Houssem DHAOUADI, Catherine CHABAY, Sira DIARRA, Murielle BERNARD, Dalale BELHOUT, Abdelhay FARQANE, Ahmed KABA, Sarith SA, Cristina MORAIS, Said DSOULI, Anne CLERTE-DURAND, Benoit CORDIN, Guy MALANDAIN, Fouzi BENTALEB, Mimouna SARAMBOUNOU, Patrick LEBOUCQ, Annie LE HIR, Véronique BRUNATI.

Absents excusés représentés :

Aminata DIALLO représentée par Sira DIARRA
Gerard GIRARDON représenté par Alienor EBLING
Anne-Andrée BEAUGENDRE représentée par Murielle BERNARD
Jamal HRAIBA représenté par Noura DALI
Suzy LEMOINE représentée par Houssem DHAOUADI
Colette PARENT représentée par Aurélien PERROT
Hélène DENIAU représentée par Jarina SAMAD
Maxime VELAY représenté par Catherine CHABAY

<u>Absents</u>: Mme Florence BARONE, Mme Josette GOMILA, Mohamed KAMLI.

Secrétaire : Abdelhay FARQANE

<u>Administration</u>: Pascal TRAN, Nahida AOUSTIN, Stéphane DREYFUS, Nelly LOUIS, Pierre-Jean TISSERAND, Philippe FAUGÈRES, Jean-Baptiste GRENIER, Bouchra AIT AOUAJ

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le tribunal administratif de Versailles peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;-deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Reçu du Contrôle de légalité le 14/10/2025 Identifiant : 078-217806215-20251013-13791-DE-1-1

Objet : Mise en place de l'accueil de jeunes en service civique au sein de la ville de **Trappes**

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du service national;

Vu la loi nº 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1er;

Vu la loi nº 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique ;

Vu la loi nº 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté;

Vu le budget communal :

Vu l'avis de la Commission Administration et Intercommunalité du 30 septembre 2025 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 10 octobre 2025 ;

Considérant la volonté de la Commune de favoriser l'engagement citoyen des jeunes à travers l'accueil de volontaires en service civique ;

Considérant que le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de six à douze mois auprès d'un organisme à but non lucratif (association) ou une personne morale de droit public (collectivités locales, établissement public ou services de l'État) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif;

Considérant que le service civique s'inscrit dans le Code du service national et non pas dans le Code du Travail;

Considérant que cet accueil s'inscrit dans un objectif d'intérêt général sans se substituer à des emplois existants;

Considérant que la Collectivité doit obtenir un agrément pour pouvoir accueillir des jeunes en service civique;

Après avoir entendu son rapporteur et délibéré,

Article 1 : Décide la mise en place du dispositif « Service civique » au sein de la ville de Trappes.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à solliciter l'agrément nécessaire auprès de l'Agence du service civique ou de ses représentants territoriaux.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à formaliser les missions proposées et à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 4: Donne son accord pour l'accueil de jeunes volontaires en service civique dès l'obtention de l'agrément.

Reçu du Contrôle de légalité le 14/10/2025 Identifiant : 078-217806215-20251013-13791-DE-1-1

<u>Article 5</u> : **Précise** que les crédits nécessaires à la mise en œuvre du dispositif (indemnités, moyens d'accueil et d'accompagnement) sont inscrits au budget communal.

Approuvé à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Ali RABEH

Maire de Trappes

Reçu du Contrôle de légalité le 14/10/2025 Identifiant : 078-217806215-20251013-13791-DE-1-1